

PUBLICATION

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

2^{ème} trimestre 2023



PANORAMA GÉNÉRAL

Retards de paiement des entreprises en Europe au 1^{er} semestre 2023

En France comme en Europe, 1 entreprise sur 2 paye ses factures à temps, mais la recrudescence de gros retards de paiements inquiète

- › Avec respectivement 12 et 13 jours de retard en moyenne, les entreprises françaises et européennes voient leur comportement de paiement se tendre légèrement sur un an.
- › En moyenne, en France comme en Europe, 1 entreprise sur 2 règle ses factures à l'heure.
- › Ce chiffre ne doit pas masquer cependant la recrudescence des gros retardataires (plus de 30 jours). Une situation particulièrement préoccupante chez les plus petites structures.



Paris, le 26 septembre 2023

Le groupe Altares – expert de la data d'entreprise dévoile aujourd'hui le panorama des retards de paiement des entreprises de la France dans l'Europe au 1^{er} semestre 2023.

Thierry Millon, directeur des études Altares :

« Au cours de ce premier semestre 2023, dans un contexte de ralentissement de l'activité conjugué à une inflation toujours forte et des taux d'intérêt plus élevés, l'étau s'est resserré sur les trésoreries et a contrarié les bonnes intentions observées en 2022. Les organisations retrouvent leurs anciennes habitudes, semblant ne pas pouvoir durablement s'écarter du référentiel des 12 jours en France et 13 jours en Europe en moyenne. L'initiative de la Commission européenne ⁽²⁾ visant à ramener les délais de règlement à 30 jours va devoir composer avec des habitudes de paiements interentreprises très contrastées au sein de l'Europe. »

En Europe, le plafond des 13 jours finalement difficile à briser

Les multiples crises qui secouent la France et l'Europe depuis 2020 pourraient-elles avoir raison de l'amélioration des comportements de paiement observée ces derniers mois ? Car depuis l'été 2020, après avoir été au plus haut avec 14,5 jours en France comme en Europe, les retards de paiement se réduisaient progressivement. Mais trois ans après, l'Europe butte sur le seuil « traditionnel » de 13 jours quand la France retrouve le sien à 12 jours.

Sur le podium des « bons élèves », la Belgique en difficulté, l'Allemagne et les Pays Bas inébranlables

La Belgique enregistre un 4^{ème} trimestre consécutif à la hausse et présente désormais 11,4 jours de retards de paiement en moyenne.

Le pourcentage d'entreprises réglant leurs factures à l'heure retombe nettement sous 50% (46,7%). La part des grands retardataires est au plus haut (6,4%) depuis deux ans. Habitué du podium des « meilleurs payeurs », le pays pourrait laisser sa place à son voisin français.

Les **Pays-Bas** et **l'Allemagne**, les deux leaders historiques, ne vacillent pas et se maintiennent sous le seuil des 7 jours, à respectivement 4,1 jours et 6,2 jours. Cette « culture payeur » conduit à ce que **plus des trois quarts (76,7%) des entreprises néerlandaises et près des deux tiers (62,4%) des entreprises allemandes règlent leurs fournisseurs sans retard**. A noter toutefois, la situation se dégrade légèrement en Allemagne.

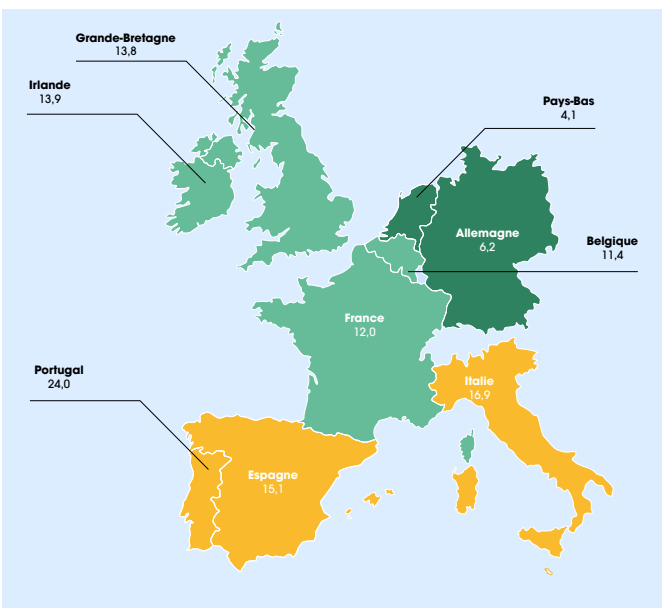
Les pays latins à la peine, le Royaume-Uni remonte la pente

Les retards de paiement se réduisent très progressivement au Portugal : au-dessus de 30 jours en 2019, ils pointent à 24 jours au 2^{ème} trimestre 2023. **Seule une entreprise sur cinq (20,1%) règle ses fournisseurs à l'heure** et plus de 15 % des entreprises présentent des retards de plus de 30 jours.

Son voisin **espagnol**, tombé sous le seuil des 15 jours en 2022, repasse juste au-dessus au cours du premier semestre 2023. Depuis fin 2021, environ **44 % des entreprises respectent la date d'échéance de facture**. En revanche, près **d'une entreprise sur dix (9,6%) présente désormais des retards supérieurs à 30 jours**, soit environ 1% de plus qu'en 2022.

L'Italie redescend sous 17 jours de retard en 2023, réduisant ses délais de plus de deux jours en trois ans. Depuis un an, environ **quatre entreprises sur dix payent à temps, mais près de 12% reportent encore les règlements fournisseurs de plus de 30 jours**.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^{ème} trimestre 2023



Les retards de paiement **britanniques** étaient bloqués au-dessus du seuil de 14 jours depuis la crise sanitaire. Pour la première fois, ils repassent légèrement en-dessous (13,8 jours) ce deuxième trimestre. Si la proportion de grands retards, supérieure à 9 % depuis la Covid, se stabilise, le pourcentage de bons payeurs augmente sensiblement depuis un an. **Le Royaume-Uni rejoint désormais la France et l'Europe avec près d'une entreprise sur deux (49,4%) honorant ses factures sans aucun retard**.

Thierry Millon : « Les entreprises européennes tentent de résister aux vents contraires. Si les retards de paiement ne s'envolent pas, un clivage se creuse entre des entreprises plus nombreuses à tenir leurs engagements contractuels et d'autres plus nombreuses également à décaler leurs règlements de plus d'un mois. Si le bon comportement des premières confirme qu'elles disposent de la trésorerie suffisante, les secondes, en revanche, témoignent de tensions de plus en plus fortes et d'un niveau de liquidités insuffisant. »

En France, le nombre de bons payeurs est au plus haut, mais les gros retards sont aussi plus nombreux

En France, le retard moyen remonte légèrement à la défaveur de retards supérieurs à 30 jours plus fréquents (7,6% contre 5,7% il y a un an). La proportion de bons payeurs est à son plus haut historique, tout proche de 50% (49,3%), un ratio comparable à celui de l'Europe (49,9%).

La situation se tend fortement chez les PME mais aussi les TPE.

En 2022, les PME françaises renouaient avec leurs comportements d'avant crise Covid, passant sous les 12 jours. Au cours du 1^{er} semestre 2023, les sociétés de 10 à 49 salariés se maintiennent sous 11,5 jours. Mais **les entreprises de 50 à 200 salariés voient leurs retards s'allonger de plus d'une journée sur un an (12,4 jours en T2 2023 vs 11,2 en T2 2022)**. Constat diamétralement inverse chez les TPE. Les plus grosses structures – plus de 3 salariés – se maintiennent aux environs de 11,5 jours tandis que les plus petites, de moins de 3 salariés, repassent à **12,2 jours au 2^e trimestre 2023**. **Les ETI et grandes entreprises de plus de 1000 salariés ne confirment pas en 2023 l'amélioration engagée l'année précédente**. Réduits à 16,5 jours durant l'été 2022, **les retards moyens avoisinent désormais 18 jours (17,7 au 2^e trimestre)**.

Thierry Millon : « Les premières analyses de l'été confirment l'incertitude du premier semestre. Les PME restent à la peine. Mais c'est sur le périmètre des très petites entreprises que les tensions seraient les plus fortes. Les TPE de moins de trois salariés pourraient approcher 13 jours de retard sur le troisième trimestre 2023, un niveau très inhabituel pour une population généralement contrainte à des règlements plus prompts. »

¹ L'étude analyse la comptabilité client des entreprises localisées en Allemagne – Pays-Bas – Belgique – France – Royaume-Uni – Irlande – Espagne – Portugal

² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_4409

Les activités B2C sous tension, celles du B2B à leur tour fragilisées, et l'administration patine.

Les activités B2C fragilisées depuis la crise Covid peinent toujours à se remettre.

Dans la restauration, les retards dépassaient 24 jours pendant la crise sanitaire. Après une progressive amélioration en 2022, la situation se dégrade de nouveau en 2023. **Le secteur termine la mi année à 19,4 jours** et devrait dépasser les 20 jours rapidement. La tendance est aussi tendue pour **les débits de boisson**. Les retards s'envolent de 4 jours sur le premier semestre en comparaison de 2022 (**18,2 jours au 1er semestre 2023** vs. 14,2 jours en 2022). Après avoir très rapidement réduit leurs retards après la crise sanitaire (16 jours fin 2021 vs. 26 au 1er semestre 2020), **les coiffeurs** voient leurs comportements de paiement se dégrader de nouveau rapidement. Le secteur **termine le semestre tout proche de 22 jours**. Le commerce de détail résiste mieux mais les tensions demeurent en particulier dans l'alimentaire et l'habillement. Le secteur de l'alimentaire termine ce premier semestre à 13,5 jours environ, gommant les efforts de 2021 et 2022.

Dans l'habillement, les comportements de paiement sont très irréguliers et ne parviennent toujours pas à retrouver leurs valeurs d'avant Covid voisines de 15 jours (17 jours au 1er semestre 2023).

En B2B, le bâtiment reste le secteur exemplaire, l'immobilier dérape

Le commerce de gros d'habillement-textile butte depuis un an sur le seuil de **19 jours de retard**, un niveau comparable à celui constaté sur le second semestre 2020. Le secteur se situait sous 15 jours sur le premier semestre 2019.

Dans **l'information-communication**, les retards augmentent très vite depuis un an dans l'édition et demeurent élevés dans les activités de films & son. Les tensions s'accroissent dans les services aux entreprises, en particulier pour les agences de placement de main-d'œuvre ou travail temporaire qui étaient parvenues à descendre sous 14 jours en moyenne en 2022, mais remontent au-delà de 16 jours au cours du deuxième trimestre 2023. La tendance est également très sensible dans le secteur de la sécurité avec des retards en augmentation de plus de 4 jours en un an (14,6 jours au 1er semestre 2023).

Les retards de paiement se stabilisent sous 16 jours dans les transports routiers de marchandises. L'industrie et la construction présentent des comportements de paiement stables avec des retards respectivement sous 11 jours en moyenne pour le premier et voisins de 10 jours pour le second. La tendance est toutefois au durcissement dans la construction cet été.

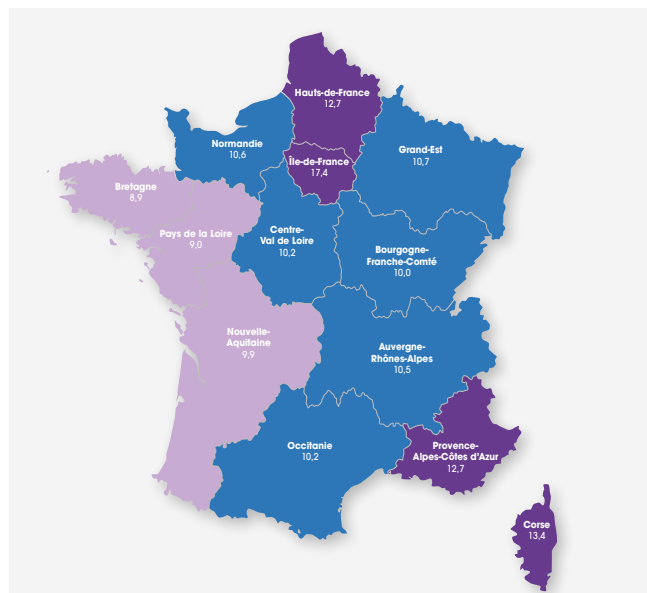
L'immobilier, en revanche, dérape fortement. La promotion immobilière dépasse désormais les 26 jours de retard de paiement en moyenne. De leur côté, les agences immobilières, à 17,3 jours, accusent 3 jours de retard supplémentaires sur un an. Un autre segment d'activité requiert une attention. Il s'agit de l'administration où les comportements de paiement se dégradent sensiblement depuis 2022. Sous 12 jours en 2021, le retard moyen approchait 13 jours fin 2022 et dépasse désormais 14 jours.

En région, la Bretagne est en tête, l'Île-de-France bon dernier

Le retard de règlement des **entreprises franciliennes dépasse 17 jours**, très au-dessus de la moyenne nationale.

En Outre-mer, les retards s'étaient envolés au-delà des 30 jours au printemps 2021. A l'issue de ce semestre, les entreprises renouent avec des comportements de paiement plus habituels, qui restent cependant élevés à 20 jours. À l'inverse, trois régions parviennent à rester sous le seuil des 10 jours de retard. Il s'agit de la **Bretagne** (8,9 jours), **les Pays de la Loire** (9 jours) et la **Nouvelle-Aquitaine** (9,9 jours). Ces régions avaient déjà réussi à maintenir des retards voisins de 11 jours durant l'été 2020 alors que la moyenne nationale dépassait 14 jours.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 1er semestre 2023.



Thierry Millon conclut :

« Le rapport 2022 de l'Observatoire des délais de paiement (3) soulignait des évolutions encourageantes en dépit des tensions d'approvisionnement et du retour de l'inflation. Près d'une entreprise française sur deux paye désormais ses factures à l'heure. Elles étaient quatre sur dix avant Covid et à peine une sur trois durant la crise sanitaire. Ce premier semestre 2023 peut sans doute à son tour porter des encouragements au vu des progrès accomplis globalement en Europe, et en France en particulier.

La question des achats responsables, et donc du respect des délais de paiement, est un enjeu majeur placé au cœur de la démarche RSE des entreprises. C'est pourquoi, la trajectoire positive engagée doit pouvoir embarquer de plus en plus d'acteurs, notamment des PME. Toutefois, les liquidités manquent parfois et l'augmentation des grands retards constatée dans plusieurs pays dont la France, nous rappelle à des réalités très opérationnelles. Il faut des clients qui payent à l'heure pour pouvoir à son tour payer ses fournisseurs à l'heure. Le crédit interentreprise et ses 800 milliards d'euros n'est pas un jeu à somme nulle où les postes fournisseurs et clients s'équilibrent toujours. »

³ <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/rapport-de-lobservatoire-des-delais-de-paiement>

Notre méthodologie : la mesure des retards de paiement par Altares

Altares et les membres du réseau mondial Dun & Bradstreet ont initié **un programme exclusif de collecte et d'analyse des retards de paiement des clients**. Depuis près de 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, le programme DunTrade® s'alimente des **informations provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes**.

Il s'appuie sur **une observation factuelle de la réalité des paiements par une analyse en permanence des retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles**. Le **périmètre international** compte plus de **670 millions d'expériences commerciales réelles par an** (relations fournisseur client). **En France**, chaque année, plus de **30 millions d'expériences commerciales sont analysées** couvrant ainsi les comportements de paiement de plus de **2,2 millions d'entreprises**.

Pour en savoir davantage sur la façon dont Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

A propos d'Altares



Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 500 millions d'entreprises dans 220 pays.

SOMMAIRE

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe** (Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal) par tranche de retard
- **Comparaison des délais moyens de règlement** en Europe au 2^{ème} trimestre 2023
- **Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées** en Europe au 2^{ème} trimestre 2023
- **Courbes France / Europe de l'évolution des retards de paiement** des structures publiques et privées depuis 10 ans
- **Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement** des structures publiques et privées par secteur d'activité

2. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en France

- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par région
- **Carte des comportements de paiement** des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2023
- **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par taille
- **Les comportements de paiement des structures privées** françaises par activité
- **Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement** des structures privées françaises par activité au 2^{ème} trimestre 2023

3. Annexes

- **Notes méthodologiques**
- **Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés**

PARTIE 1

Les comportements de paiement des structures publiques et privées

Europe

Comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe par tranche de retard



Europe

EUROPE % d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	47.1%	45.4%	45.3%	45.7%	45.7%	46.3%	47.0%	47.7%	48.2%	48.4%	48.3%	48.7%	49.0%	49.9%
En retard de moins de 30 jours	44,4%	45,6%	44,7%	44,2%	44,3%	44,0%	43,6%	43,2%	43,4%	43,3%	43,3%	43,0%	42,8%	41,6%
En retard d'au moins 30 jours	8,6%	9,0%	9,9%	10,1%	10,0%	9,7%	9,4%	9,1%	8,4%	8,3%	8,4%	8,3%	8,3%	8,5%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	13,1	13,6	14,4	14,5	14,4	14,1	13,8	13,6	13,2	13,0	13,1	12,9	12,9	13,0



France

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	35.8%	34.4%	32.9%	33.1%	33.2%	34.1%	32.9%	34.0%	36.7%	39.1%	41.3%	45.5%	47.4%	49.3%
En retard de moins de 30 jours	58.4%	59.0%	58.4%	58.8%	59.4%	58.7%	60.3%	59.2%	57.3%	55.3%	51.4%	47.4%	45.3%	43.0%
En retard d'au moins 30 jours	5.8%	6.6%	8.7%	8.1%	7.4%	7.2%	6.9%	6.9%	6.0%	5.7%	7.3%	7.2%	7.3%	7.6%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	11,3	12,3	14,4	13,1	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0



Allemagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	63.8%	63.1%	64.4%	64.1%	62.7%	63.2%	65.2%	64.8%	64.1%	63.4%	63.7%	62.9%	63.0%	62.4%
En retard de moins de 30 jours	34.2%	35.0%	33.6%	33.8%	35.2%	34.8%	32.9%	33.3%	34.0%	34.7%	34.4%	35.1%	34.9%	35.2%
En retard d'au moins 30 jours	2.0%	2.0%	2.0%	2.1%	2.0%	2.0%	1.9%	1.9%	1.9%	1.9%	1.9%	2.0%	2.1%	2.3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	6,6	6,6	6,5	6,6	6,7	6,7	6,5	6,4	6,4	6,1	5,8	5,9	5,9	6,2



Belgique

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	40.8%	40.8%	42.4%	42.5%	43.4%	43.2%	42.8%	47.3%	51.1%	53.6%	51.2%	45.9%	49.0%	46.7%
En retard de moins de 30 jours	52.3%	52.4%	50.3%	49.7%	49.2%	49.9%	50.7%	46.8%	43.9%	41.8%	43.9%	47.9%	45.0%	46.9%
En retard d'au moins 30 jours	6.9%	6.8%	7.3%	7.8%	7.4%	6.9%	6.5%	6.0%	5.0%	4.6%	5.0%	6.1%	6.0%	6.4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	11.9	11.8	11.9	12.3	11.9	11.6	11.4	10.6	9.6	9.0	9.5	9.9	10.8	11.4



Espagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	46.5%	45.0%	44.4%	43.7%	42.1%	42.1%	42.8%	44.0%	44.0%	44.1%	44.2%	44.4%	43.9%	44.3%
En retard de moins de 30 jours	44.8%	46.1%	46.2%	46.1%	47.6%	48.3%	48.0%	46.8%	47.3%	47.3%	47.1%	46.8%	48.0%	46.1%
En retard d'au moins 30 jours	8.7%	8.9%	9.3%	10.2%	10.3%	9.6%	9.2%	9.2%	8.7%	8.6%	8.8%	8.9%	8.1%	9.6%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14.4	14.7	15.1	16.0	16.2	15.6	15.2	15.2	14.7	14.3	14.5	14.5	15.5	15.1



Irlande

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	47.9%	30.2%	29.5%	28.9%	29.3%	32.7%	34.3%	33.9%	32.2%	30.6%	32.2%	34.0%	37.0%	38.7%
En retard de moins de 30 jours	46.7%	63.9%	63.9%	64.4%	62.3%	58.4%	57.8%	58.4%	58.8%	59.0%	58.8%	55.3%	53.3%	52.2%
En retard d'au moins 30 jours	5.4%	5.9%	6.6%	6.7%	8.3%	8.9%	7.9%	7.7%	9.0%	10.3%	9.0%	10.7%	9.7%	9.1%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	9.7	11.7	13.0	13.4	14.8	14.7	13.2	13.1	14.7	15.9	14.9	15.7	14.5	13.9



Italie

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	37.6%	37.3%	36.9%	37.5%	37.1%	38.6%	39.5%	39.7%	39.9%	40.2%	39.9%	40.6%	41.0%	41.5%
En retard de moins de 30 jours	48.8%	48.7%	47.9%	47.4%	47.6%	46.9%	46.9%	47.1%	47.7%	47.7%	47.7%	47.6%	47.3%	46.7%
En retard d'au moins 30 jours	13.6%	14.0%	15.1%	15.1%	15.3%	14.5%	13.6%	13.2%	12.4%	12.1%	12.4%	11.9%	11.7%	11.8%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	18.1	18.4	19.2	19.3	19.5	18.8	18.0	17.6	17.5	17.5	17.7	17.5	16.8	16.9



Pays-Bas

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	72.7%	73.3%	74.5%	75.3%	75.7%	76.5%	76.4%	76.7%	71.9%	71.6%	71.9%	75.8%	75.4%	76.7%
En retard de moins de 30 jours	25.7%	25.2%	23.8%	22.8%	22.4%	21.6%	21.5%	20.8%	25.7%	26.1%	25.6%	22.1%	22.6%	21.5%
En retard d'au moins 30 jours	1.6%	1.6%	1.6%	1.9%	1.9%	1.9%	2.1%	2.4%	2.4%	2.3%	2.4%	2.1%	2.1%	1.9%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	4.2	4.1	4.0	4.1	4.1	4.0	4.4	4.5	5.1	5.0	5.0	4.5	4.4	4.1



Portugal

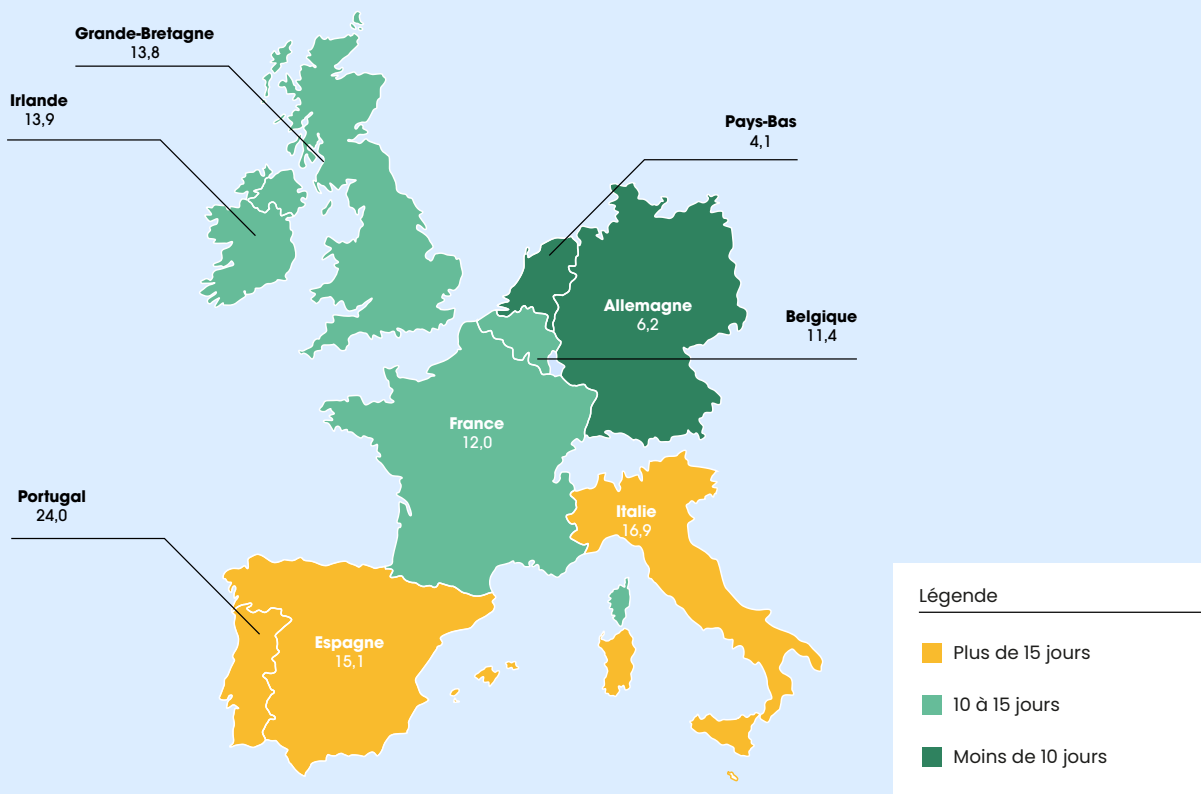
% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	15.6%	15.5%	15.8%	16.4%	16.7%	17.0%	17.4%	17.8%	18.3%	19.3%	18.3%	21.1%	20.8%	20.1%
En retard de moins de 30 jours	63.5%	63.6%	64.3%	63.3%	63.8%	63.7%	63.5%	63.8%	64.2%	63.5%	64.2%	63.1%	63.6%	64.6%
En retard d'au moins 30 jours	20.9%	21.0%	19.8%	20.3%	19.5%	19.2%	19.1%	18.4%	17.5%	17.3%	17.5%	15.7%	15.6%	15.2%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	28.1	28.0	27.0	27.4	26.6	26.4	26.4	25.9	26.4	26.1	26.5	25.0	24.3	24.0



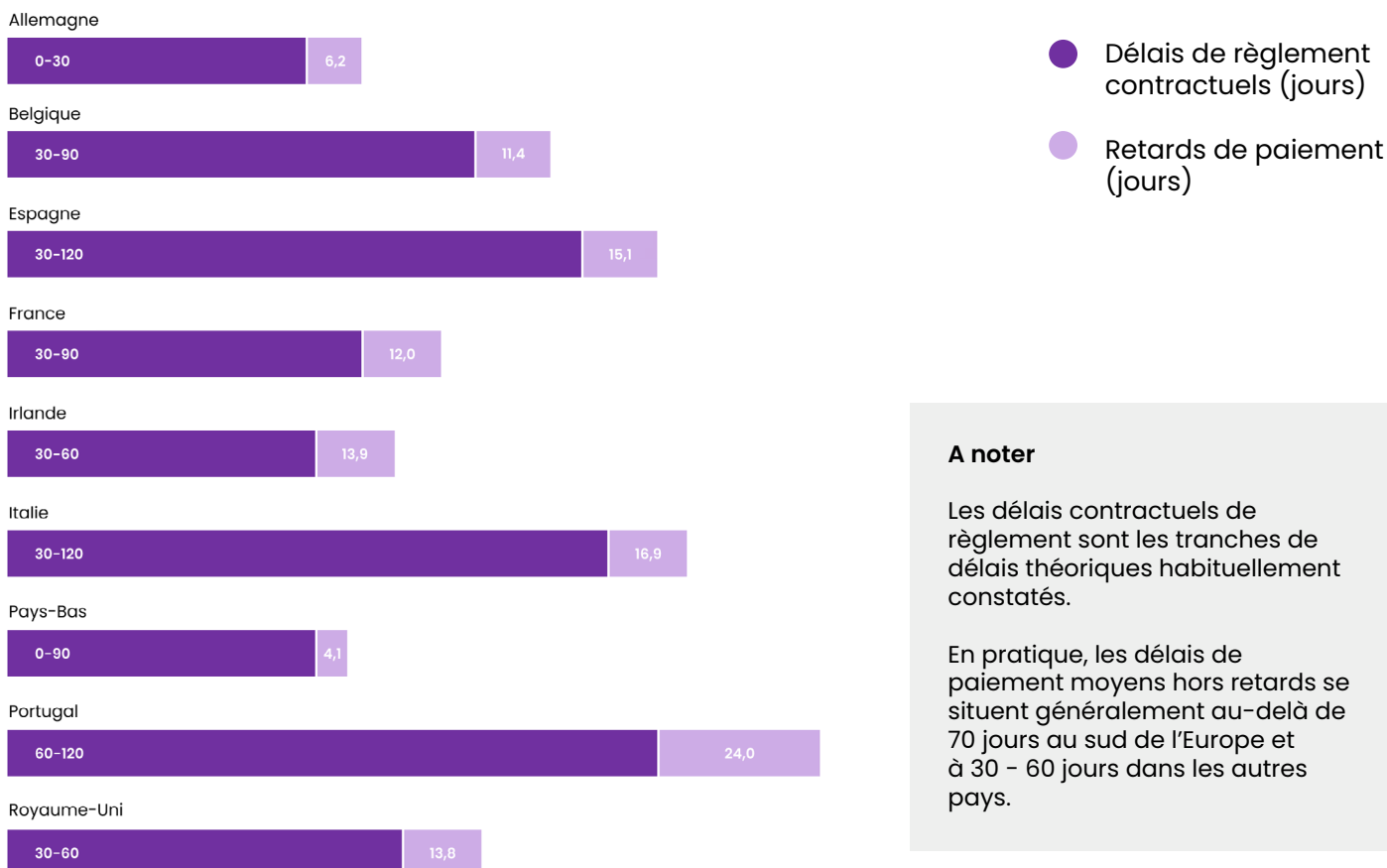
Royaume-Uni

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Sans retard	45.2%	41.5%	40.8%	42.9%	42.7%	41.9%	43.2%	43.4%	41.1%	39.6%	41.1%	42.8%	44.1%	49.4%
En retard de moins de 30 jours	47.1%	50.4%	50.3%	48.0%	48.0%	48.7%	47.5%	47.1%	49.8%	50.4%	49.8%	47.9%	46.7%	41.5%
En retard d'au moins 30 jours	7.7%	8.1%	8.9%	9.1%	9.3%	9.4%	9.3%	9.4%	9.1%	10.0%	9.1%	9.3%	9.2%	9.2%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	13.0	13.8	14.5	14.2	14.4	14.5	14.3	14.5	14.6	15.6	14.7	14.6	14.5	13.8

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2^{ème} trimestre 2023



Comparaison des délais moyens de règlement en Europe au 2e trimestre 2023

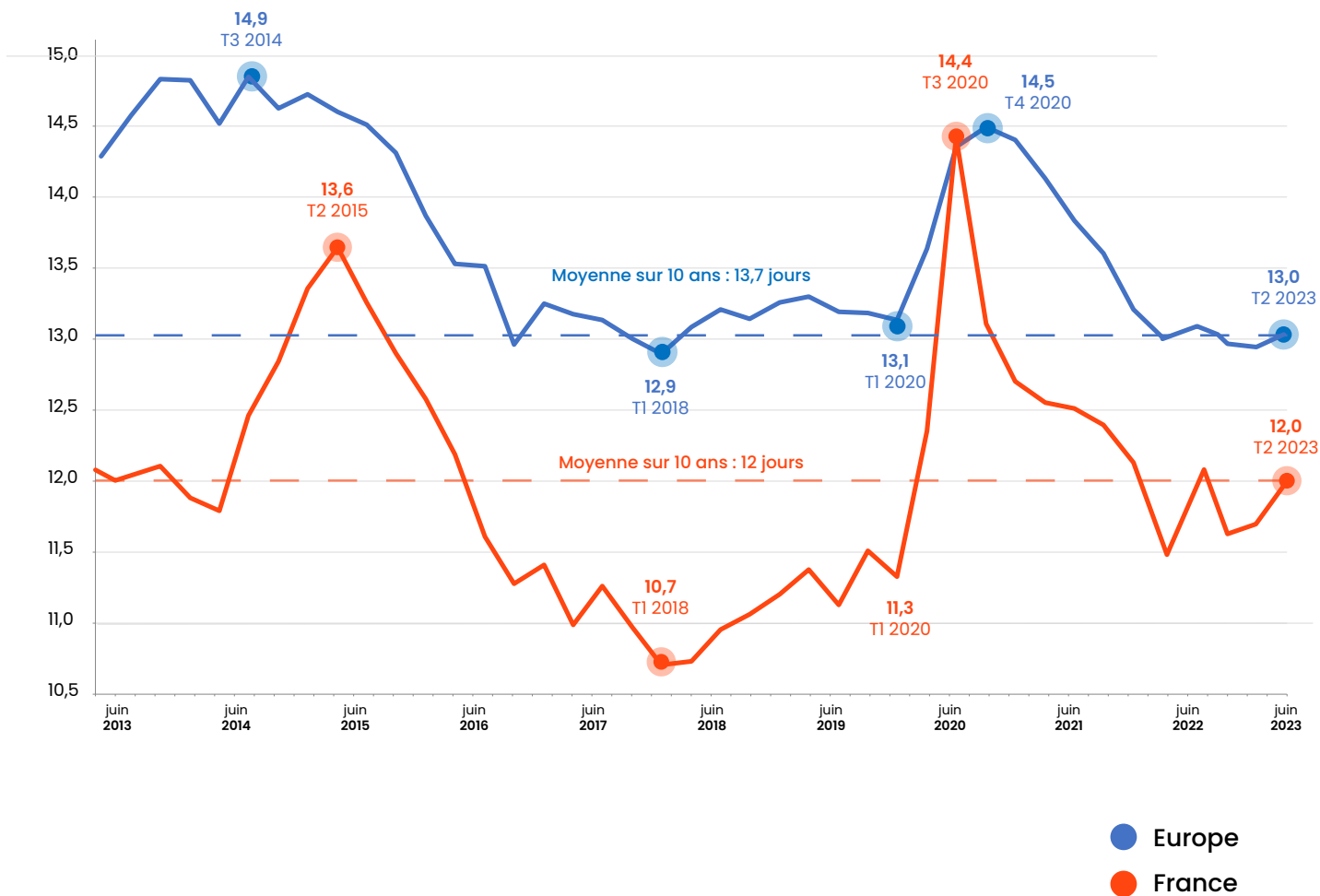


A noter

Les délais contractuels de règlement sont les tranches de délais théoriques habituellement constatés.

En pratique, les délais de paiement moyens hors retards se situent généralement au-delà de 70 jours au sud de l'Europe et à 30 - 60 jours dans les autres pays.

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2021		2022		le semestre 2023	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	13.1	11.0	13.0	11.8	12.8	10.3
Bâtiment	11.5	8.2	10.6	8.5	10.6	8.3
Détail	18.9	15.8	16.5	13.2	16.1	12.4
Gros	12.6	11.3	11.9	11.6	11.9	11.7
Immobilier	15.1	20.6	13.9	17.3	14.3	18.5
Industrie	12.2	10.3	11.3	10.8	11.3	10.5
Services	13.0	14.4	11.8	12.6	11.8	13.5
Transport & logistique	14.2	16.5	13.2	15.9	13.2	15.6
Ensemble	13.9	12.5	13.0	11.9	12.9	11.8

PARTIE 2

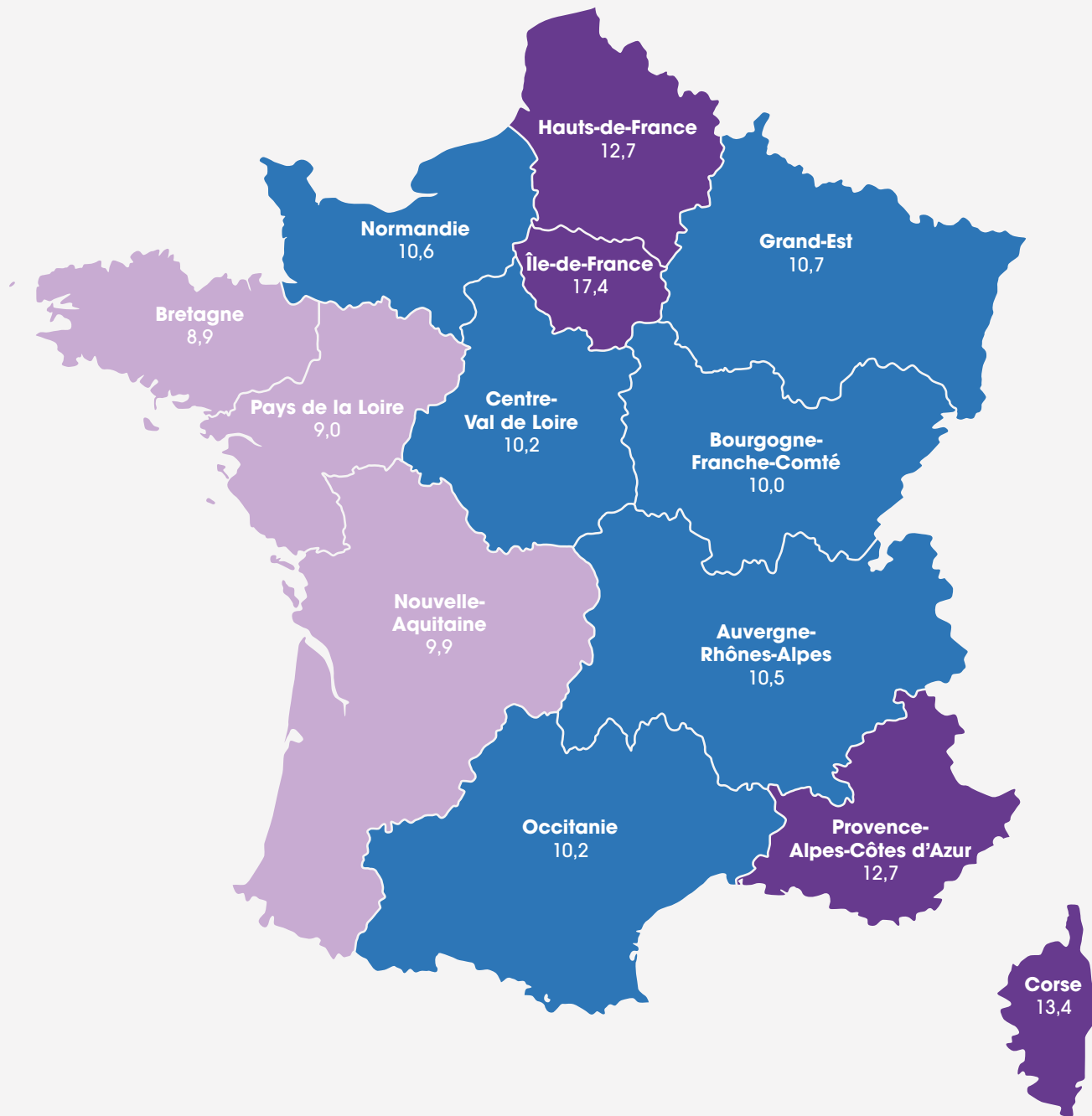
Les comportements de paiement des structures publiques et privées

France

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par région

France	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
AUVERGNE-RHONE-ALPES	10.1	11.6	12.2	11.5	11.5	10.9	10.9	10.8	10.4	9.9	10.4	10.2	10.3	10.5
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	9.4	10.8	11.3	10.8	10.6	10.4	10.5	10.6	10.2	9.8	10.3	9.9	10.0	10.0
BRETAGNE	9.0	10.5	10.9	10.2	9.9	9.8	9.8	9.7	9.2	9.0	9.3	8.9	8.8	8.9
CENTRE-VAL DE LOIRE	9.5	11.3	11.8	11.1	10.9	10.9	11.0	10.7	10.6	10.2	10.7	10.5	10.3	10.2
CORSE	12.9	15.2	16.2	15.5	15.7	16.4	16.0	16.3	14.5	13.4	14.0	13.3	12.9	13.4
GRAND EST	10.4	12.1	12.7	12.0	11.9	12.0	12.1	11.9	11.5	10.9	11.4	10.6	10.5	10.7
HAUTS-DE-FRANCE	11.6	13.3	14.1	13.1	11.9	12.4	12.6	12.8	12.7	12.2	12.8	12.5	12.5	12.7
ILE-DE-FRANCE	15.5	18.5	20.2	18.8	17.5	17.6	17.3	17.0	16.9	16.1	17.0	16.4	17.0	17.4
NORMANDIE	10.5	12.1	12.7	11.9	11.6	11.5	11.5	11.5	10.7	10.1	10.6	10.3	10.5	10.6
NOUVELLE-AQUITAINE	9.1	10.8	11.3	10.5	11.0	10.4	10.7	10.5	10.3	9.7	10.1	9.8	9.5	9.9
OCCITANIE	10.0	12.1	12.6	11.9	11.7	11.6	11.6	11.4	10.8	10.3	10.8	10.2	10.0	10.2
PAYS DE LA LOIRE	9.3	10.8	11.3	10.7	10.8	10.0	10.1	10.1	9.6	9.0	9.3	8.9	8.9	9.0
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	12.2	13.9	14.7	13.6	13.0	13.4	13.2	13.1	13.0	12.5	13.1	12.5	12.6	12.7
OUTRE-MER	18.3	19.6	23.2	23.9	25.2	31.3	28.0	29.5	19.3	19.3	20.0	19.0	19.2	20.0
France	11.3	12.3	14.4	13.1	12.7	12.5	12.5	12.4	12.1	11.6	12.1	11.7	11.8	12.0

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2^{ème} trimestre 2023



Légendes

- >12 jours
- 10 à 12 jours
- <10 jours

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par taille

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Moins de 3 salariés	11.1	12.2	14.2	12.5	12.6	12.5	12.4	12.8	12.9	12.0	12.8	11.9	11.7	12.2
3 à 9 salariés	11.2	12.2	14.6	12.7	12.4	12.4	12.5	12.2	11.5	11.1	11.6	11.3	11.4	11.5
10 à 49 salariés	11.2	12.2	14.5	13.3	12.6	12.3	12.3	11.9	11.1	10.8	11.1	11.2	11.6	11.5
50 à 199 salariés	11.7	12.3	14.3	14.0	13.0	12.6	12.5	12.2	11.6	11.2	11.4	11.9	12.5	12.4
200 à 999 salariés	13.4	14.1	16.2	16.4	15.4	15.1	14.6	14.4	13.8	13.7	13.9	14.6	15.1	14.7
1000 salariés et +	16.0	16.4	18.4	18.8	17.8	17.6	17.1	17.1	16.8	16.7	16.5	17.7	18.1	17.7
France	11.3	12.3	14.4	13.1	12.7	12.5	12.5	12.4	12.1	11.6	12.1	11.7	11.8	12.0

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 2e trimestre 2023

Les retards < 9,3 jours			Les retards > 18,3 jours		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Industrie	Bois, matériaux de construction	8,2	Construction	Promotion immobilière	26,3
Services aux consommateurs	Activités de réparation	8,4	Services aux consommateurs	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	21,9
Construction	Bâtiment	8,5	Information - communication	Films & son	19,5
Industrie	Papier, carton	8,9	Hôtellerie - Restauration	Restauration	19,4
Commerce	Matériaux de construction, sanitaire...	9,3	Commerce - Interentreprises	Textile, Habillement	19,1

Les comportements de paiement des structures privées françaises par activité

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Agriculture														
Chasse, pêche, forêt	10,7	11,9	13,1	11,5	11,8	13,1	12,9	13,0	14,1	12,8	13,9	11,6	10,9	11,8
Culture	9,7	10,5	12,3	11,0	11,9	12,4	12,7	12,9	14,6	13,6	13,8	11,1	10,5	10,6
Élevage	10,6	10,9	12,8	12,2	14,0	13,7	14,9	15,8	14,4	13,0	12,9	10,2	10,0	9,5
Construction														
Bâtiment	7,5	8,2	9,3	8,3	8,0	7,9	8,1	8,6	8,6	8,2	8,4	8,4	8,0	8,5
Travaux publics	11,7	13,2	14,9	13,8	12,4	12,1	12,7	12,9	13,2	12,7	13,2	13,6	13,4	13,6
Promotion immobilière	20,1	22,4	25,2	24,1	23,7	22,5	24,6	26,6	24,4	23,9	24,1	24,1	24,7	26,3
Agences immobilières	16,0	17,8	19,6	18,0	17,2	17,7	18,1	16,2	14,4	14,3	15,9	14,9	16,2	17,3
Autres activités immobilières	17,3	18,5	19,8	20,0	19,9	20,5	21,4	22,0	17,8	16,0	17,1	15,8	17,5	17,6
Commerce de détail														
Commerce & réparation véhicules	11,8	12,8	14,9	15,3	16,4	16,9	16,2	14,8	12,7	11,2	11,6	10,5	10,2	10,0
Magasins multi-rayons	16,9	17,6	18,8	17,5	17,5	17,1	16,4	14,1	13,0	12,5	13,0	12,1	12,1	10,8
Détail alimentaire	12,0	13,0	14,8	13,8	12,5	12,5	12,7	12,4	11,6	11,9	12,8	13,2	13,5	13,6
Bricolage & équipement du foyer	9,7	11,4	14,3	12,9	12,2	11,6	11,3	9,5	9,8	9,5	10,1	9,7	9,4	9,5
Sport & loisirs	8,2	9,1	11,3	10,2	9,8	10,5	10,7	10,4	9,9	10,3	10,6	10,2	10,5	10,2
Commerce d'habillement	15,2	16,9	21,1	19,3	17,7	18,3	18,8	17,8	17,5	17,6	18,7	16,6	16,1	17,0
Soin de la personne & optique	11,1	12,7	15,3	14,1	12,5	12,6	12,5	11,3	11,1	11,0	11,9	10,3	10,3	10,5
Vente hors magasin	15,7	16,2	18,3	16,5	15,4	14,6	14,8	16,0	18,1	17,6	19,5	17,3	16,3	18,1
Autres commerces de détail	12,8	13,7	16,9	15,2	14,2	14,3	13,9	13,0	13,8	13,6	14,4	13,2	13,1	14,1
Carburants & combustibles	18,0	19,1	20,5	19,5	19,6	19,5	18,8	18,6	16,3	11,3	12,7	11,2	11,0	10,8
Commerce Interentreprises														
Centrales d'achat	13,7	14,9	16,9	15,7	14,9	14,2	13,4	13,2	13,7	13,5	14,2	13,2	12,9	13,4
Alimentaire	11,0	11,9	14,0	13,1	12,2	12,2	12,1	11,7	11,7	11,5	12,0	11,8	12,1	12,5
Textile, habillement	15,0	15,6	20,3	18,3	17,1	17,3	16,8	17,4	18,0	18,1	19,7	19,7	19,2	19,1
Biens domestiques	12,7	13,6	16,6	15,1	13,5	13,1	13,2	12,6	12,8	12,6	13,3	13,2	13,1	13,6
Équipements informatiques & électroniques	12,0	12,0	13,7	12,7	11,1	10,3	10,4	10,3	10,6	10,5	10,8	10,6	10,5	11,0
Machines & équipements	9,4	10,1	11,7	11,0	10,2	9,8	9,7	9,9	10,2	9,8	10,4	10,2	10,1	10,4
Matériaux de construction, sanitaire...	9,3	10,0	11,8	10,8	9,8	9,4	8,9	8,9	9,6	9,5	9,7	9,6	9,3	9,3
Autres commerces de gros	12,0	12,5	14,7	13,4	12,4	12,3	12,3	12,4	12,3	12,4	13,2	12,8	12,5	12,7
Industrie														
Industrie alimentaire	10,2	11,1	13,0	11,8	11,3	11,4	11,2	10,8	11,5	11,2	11,8	11,6	11,6	11,8
Industrie extractive	10,2	10,5	10,8	10,6	10,1	9,9	10,5	10,7	10,4	9,8	10,0	10,0	9,8	10,0
Textile, habillement, cuir	12,4	13,0	14,7	13,5	13,0	12,4	12,1	12,2	13,5	13,2	13,7	12,9	12,8	12,7
Bois, matériaux de construction	9,3	10,2	11,6	10,7	10,2	9,7	9,7	10,1	10,0	9,4	9,2	8,7	8,3	8,2
Papier, carton	8,7	9,5	10,4	9,9	8,4	8,2	8,6	9,5	10,5	9,7	9,6	9,2	8,5	8,9
Imprimerie	9,4	10,4	11,8	11,0	9,9	9,6	10,2	12,4	12,8	12,4	13,0	11,7	10,9	11,6
Énergie, Eau, Environnement	13,1	14,0	15,3	15,2	14,5	14,5	14,7	15,0	13,7	13,4	14,1	13,9	14,2	14,4
Chimie, Pharmacie	11,1	11,5	12,9	12,2	11,1	10,8	11,1	11,2	10,7	10,2	10,8	11,3	11,5	11,3
Caoutchouc, plastique	8,3	8,7	9,6	9,1	8,1	7,8	8,2	9,3	9,5	9,5	9,8	9,9	9,7	9,4
Métallurgie, mécanique	8,7	9,5	10,6	10,0	9,2	8,8	9,4	10,2	10,2	10,1	10,0	9,6	9,6	9,5
Informatique, électronique	11,3	12,0	13,5	12,4	11,1	10,7	11,2	11,7	11,9	11,8	11,9	12,0	11,8	12,0
Équipements électriques	8,7	9,2	10,4	9,7	8,6	8,2	8,4	10,0	10,0	9,5	9,9	10,4	10,5	9,9
Machines et équipements	9,3	9,8	10,7	10,4	9,4	9,0	9,5	9,9	10,1	9,9	10,1	10,4	10,6	10,5
Industrie automobile, matériel de transport	9,9	10,8	12,3	11,6	10,8	9,9	10,5	11,5	11,4	10,7	10,6	10,3	10,5	10,5
Autres industries manufacturières	10,3	11,0	12,5	11,5	10,8	10,9	11,4	11,6	11,9	11,2	11,7	11,0	10,4	10,4
Réparation, maintenance	8,2	8,9	9,8	9,2	8,8	8,7	9,2	9,5	9,7	9,4	9,8	9,4	9,3	9,4

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023
Information & communication														
Édition	15,0	15,9	20,0	18,1	14,5	13,9	13,3	10,7	9,5	9,2	9,8	10,4	12,5	14,3
Logiciels	13,3	13,8	19,6	18,7	14,5	14,8	14,1	13,3	13,0	13,3	13,9	12,8	12,9	14,1
Films & son	15,0	17,0	22,4	21,3	20,7	20,6	20,4	17,9	15,9	15,5	17,8	16,6	17,4	19,5
Diffusion de programmes	12,5	14,1	18,6	18,1	18,7	19,3	21,4	18,1	14,1	15,1	17,8	18,2	17,7	16,8
Télécommunications	13,5	14,9	17,3	14,7	13,5	13,4	12,2	13,2	14,2	14,2	14,3	14,7	14,8	15,0
Services informatiques	14,3	14,8	19,8	18,1	14,0	13,6	13,0	12,4	12,6	12,7	13,7	13,2	13,3	14,3
Services d'information	14,9	17,5	22,1	23,0	18,6	20,0	18,4	14,6	15,3	14,8	16,5	13,1	13,5	13,5
Transport & logistique														
Transport routier de voyageurs	14,6	16,1	18,4	17,1	16,2	16,9	17,0	17,1	15,7	14,7	15,7	14,5	14,5	15,0
Transport routier de marchandises	15,0	16,3	17,6	15,9	15,3	14,9	15,5	16,7	16,0	15,5	16,1	15,6	15,6	15,8
Transport non routier	14,1	15,3	17,7	17,8	18,2	17,8	17,7	16,4	16,6	16,0	16,5	15,9	15,6	16,1
Services de transport	15,3	16,0	18,4	17,9	17,4	17,2	17,7	19,4	17,1	16,3	16,4	16,0	15,8	15,8
Activités d'assurance et financières														
Activités financières	13,5	14,7	18,2	17,5	16,1	16,9	15,5	14,6	12,4	12,1	13,6	12,9	13,7	14,1
Activités d'assurance	13,5	14,1	16,5	14,9	12,8	13,5	13,5	11,8	9,2	8,9	9,6	9,6	11,5	12,1
Services aux entreprises														
Services techniques aux entreprises	13,1	14,1	17,1	16,2	14,3	14,4	14,5	13,5	12,0	11,8	12,8	12,2	12,9	13,2
Services administratifs aux entreprises	14,6	15,8	19,7	18,7	16,5	16,8	16,3	15,3	15,0	14,8	16,3	15,2	15,5	15,9
Activités de location	13,4	14,5	16,5	15,4	14,9	14,8	15,1	15,5	15,1	14,2	14,5	13,4	13,3	14,1
Mise à disposition de ressources humaines	15,6	16,3	19,2	18,6	16,4	16,2	16,5	15,6	13,0	13,7	15,2	13,9	15,2	16,1
Voyages	12,5	13,5	17,3	16,5	16,0	17,4	18,3	17,0	13,0	12,9	14,6	13,4	13,8	14,3
Sécurité	15,7	17,1	18,5	16,7	15,9	15,4	15,3	15,2	13,2	10,1	11,8	11,9	14,9	14,6
Nettoyage de bâtiments	13,5	14,7	17,2	15,4	15,0	14,5	15,0	14,1	13,9	13,7	14,6	13,6	13,5	14,2
Services administratifs de bureau	13,8	14,7	17,4	16,9	15,1	14,9	16,3	16,5	12,4	12,3	13,5	13,0	13,6	13,9
Autres activités de soutien aux entreprises	12,4	13,4	15,4	14,6	13,5	12,9	13,2	12,9	12,3	11,6	12,4	11,5	11,6	11,9
Hébergement, restauration, débits de boissons														
Hébergement	12,5	14,0	16,0	15,7	16,2	16,0	15,7	14,7	13,9	13,1	13,6	12,4	12,8	12,8
Restauration	17,0	19,7	24,1	23,4	24,0	23,8	24,0	21,8	20,8	19,4	20,1	18,8	19,1	19,4
Débits de boissons	14,0	16,3	20,2	20,2	17,4	17,0	16,0	16,4	14,3	12,7	13,9	15,8	18,5	17,8
Services aux consommateurs														
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	18,5	19,9	26,1	23,2	20,7	19,4	18,0	16,4	18,9	19,0	21,3	20,0	20,5	21,9
Activités de réparation	9,1	9,7	11,7	10,6	10,9	10,9	10,6	10,3	9,7	9,7	10,8	9,2	8,3	8,4
Autres services à la personne	13,9	15,4	17,5	15,5	15,4	16,5	15,4	15,3	14,3	13,3	14,1	12,3	12,8	12,7
Autres activités														
Santé humaine	14,8	15,8	18,3	17,3	16,7	16,6	15,8	15,0	12,7	12,1	12,5	11,7	12,0	11,9
Action sociale	13,2	14,2	16,6	15,4	14,3	13,9	13,9	13,2	12,4	12,2	12,7	12,8	13,5	13,6
Activités culturelles	12,2	14,0	18,0	16,8	15,8	15,9	16,3	13,9	13,1	12,5	12,9	12,3	13,1	13,7
Activités sportives	15,2	16,3	20,1	18,7	18,7	19,1	19,1	17,2	15,6	14,7	15,3	14,3	14,4	14,8
Autres activités récréatives	14,2	16,5	20,5	19,6	19,0	18,7	18,4	16,8	17,4	16,1	17,0	15,3	14,7	15,1
Enseignement	11,1	11,4	13,4	12,8	12,6	12,2	11,3	10,9	11,3	11,0	11,4	11,2	11,6	11,9
Administration publique	9,2	10,3	10,9	11,4	10,8	10,7	10,9	11,6	11,3	11,8	12,5	12,9	13,1	14,1
Ensemble des activités	11,3	12,3	14,4	13,1	12,7	12,5	12,5	12,4	12,1	11,6	12,1	11,7	11,8	12,0

ANNEXES

Note méthodologique

Le programme DunTrade®, une observation factuelle de la réalité des paiements

Les membres du premier réseau mondial d'informations économiques et financières Dun & Bradstreet, dont Altares fait partie, ont initié il y a 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, un programme exclusif de collecte d'informations de paiement provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes. Ce programme DunTrade® analyse en permanence les retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles. Le programme offre une observation factuelle de la réalité des paiements. Il comptabilise plus de 670 millions d'expériences commerciales réelles permanentes (relations clients-fournisseurs) dans le monde, dont 30 millions en France sur 2,2 millions d'entreprises.

Altares, membre du réseau mondial Dun & Bradstreet, s'appuie sur le programme DunTrade® pour réaliser et publier régulièrement ses analyses des comportements de paiement des organisations privées et publiques en France et en Europe mais aussi pour enrichir ses modèles de score. Altares est contributeur de l'Observatoire des délais de paiement.

Définition et calcul du retard de paiement

Le retard de paiement, analysé par le programme DunTrade® se définit comme tout paiement effectué au-delà du terme convenu contractuellement. C'est également la définition retenue par le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne dans l'élaboration de la directive 2011/7/UE sur la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales adoptée le 16 février 2011.

Le retard de paiement, calculé par Altares, correspond donc à l'écart mesuré en jours entre la date de règlement (ou date de l'analyse si le règlement n'a toujours pas été effectué) et la date d'échéance portée en facturation. Les retards calculés pour une même structure (unité légale) sont pondérés par les montants des factures.

Les règles

En France, la Loi de Modernisation de l'Economie, votée le 4 août 2008, a mis en place un plafonnement des délais de paiement interentreprises. Le délai par défaut est de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture et ne peut dépasser 60 jours nets (ou 45 jours fin de mois). Les acheteurs publics pour leur part doivent honorer le paiement à réception de la facture sous 30 jours (Etat, collectivités et leurs établissements publics) ou 50 jours (établissements publics de santé et du service de santé des armées) voire 60 jours (entreprises publiques).

En cas de retard de paiement, des pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire. De plus, le décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012 fixe à 40 euros le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Des délais de paiement spécifiques sont prévus sous certaines conditions pour quelques produits alimentaires tels que des produits agricoles et alimentaires périssables, et de boissons notamment alcoolisées. Les délais sont également particuliers dans les transports tels que le transport routier de fret ou la location de voiture avec ou sans conducteur, mais aussi dans les secteurs saisonniers tels que les articles de sport ou le commerce de jouets. Par ailleurs, la loi Sapin II (9 décembre 2016) a instauré un délai de 90 jours pour les achats de biens et services en franchise de TVA et livrés hors de l'Union Européenne » (hors grandes entreprises).

Le non-respect de ces règles est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 euros pour une personne physique et 2 millions d'euros pour une personne morale (montants doublés en cas de répétition de la faute). La sanction est publiée systématiquement sur le site de la DGCCRF et sur un support habilité à recevoir des annonces légales.

Les règles à connaître (DGCCRF) :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/fiches_pratiques/fiches/delais-de-paiement.pdf?v=1646318467

Nomenclature d'activités

Les statistiques de retards par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares).

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunication, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris



Altaires

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altaires.com
01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altaires.com
04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Inter Access Park
Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek, Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |

SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |

TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com